

Art. 3. L'article 3.15.1.0.1 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3.15.1.0.1. L'entité compétente de l'administration flamande est désignée comme le service compétent pour recevoir les indices de fraude en matière d'impôts directs et indirects qui sont mis en évidence dans le cadre d'une enquête pénale, visés à l'article 29bis du Code d'instruction criminelle. ».

CHAPITRE 2. — *Traitement de données*

Art. 4. Le Service flamand des Impôts est le responsable du traitement, visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), pour le traitement des données à caractère personnel qui sont nécessaires à l'exécution de l'article 3.3.5.0.1 de l'arrêté relatif au Code flamand de la Fiscalité du 20 décembre 2013.

Les catégories suivantes de données à caractère personnel sont traitées dans le cadre de l'alinéa 1^{er} :

1° les données d'identification personnelles, le numéro de registre national ou le numéro d'identification de la sécurité sociale, et le numéro d'identification fiscal ;

2° les particularités financières ;

3° les caractéristiques personnelles ;

4° la composition du ménage ;

5° les caractéristiques du logement.

Les données visées à l'alinéa 2 sont collectées et traitées pour la présentation électronique des documents visés à l'article 3.3.5.0.1 du Code flamand de la Fiscalité du 13 décembre 2013.

Les données à caractère personnel visées à l'alinéa 2 sont conservées pendant la durée nécessaire aux objectifs envisagés, visés à l'alinéa 3. Le délai de conservation égale le délai, visé à l'article 82, alinéa 5, du décret du 2 avril 2021.

CHAPITRE 3. — *Disposition finale*

Art. 5. Le ministre flamand ayant la fiscalité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 21 mai 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,
M. DIEPENDAELE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/41587]

12 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant diverses modalités relatives au soutien aux projets d'œuvres de création radiophonique et au fonctionnement de la Commission consultative de la création radiophonique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, articles 6.2.2-3, 6.2.2-5, 6.2.2-6 et 6.2.2-15 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 fixant diverses modalités relatives au soutien aux projets d'œuvres de création radiophonique et au fonctionnement de la commission consultative de la création radiophonique ;

Vu l'avis de la Commission consultative de la création radiophonique, donné le 8 décembre 2020 ;

Vu le « test genre » du 1^{er} mars 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 mars 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 mars 2021 ;

Vu l'avis 69.070/4 du Conseil d'État, donné le 20 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre Médias ;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre I^{er}. — *Modalités d'introduction et de traitement des demandes de subvention pour les projets d'œuvres de création radiophonique*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

Commission : la Commission consultative de la création radiophonique ;

décret : le décret du 3 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos ;

secrétariat : le Service général de l'Audiovisuel et des Médias du Ministère de la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. Les demandes de subvention pour des projets d'œuvres de création radiophonique sont introduites en réponse à un appel à projets public et doivent être transmises au secrétariat conformément aux modalités fixées par l'appel à projets.

Au moins un appel à projets est lancé par année budgétaire.

§ 2. L'appel à projets comprend au minimum :

- 1° les conditions de recevabilité des projets de création radiophoniques telles que visées aux articles 1.3-1, 24°, 26°, 28°, 30° et 31°, et 6.2.2-5, § 2, du décret ;
- 2° les modalités et délai de dépôt des projets ;
- 3° les conditions dans lesquelles un projet ayant déjà reçu un avis négatif de la Commission peut être redéposé. Ces conditions sont les suivantes : après la remise d'un avis négatif de la Commission, un projet d'œuvre de création radiophonique peut être réexaminé par la Commission, à condition que le projet ait été retravaillé en tenant compte des remarques émises par la Commission. Dans ce cadre, un projet ne peut être représenté qu'une fois ;
- 4° les conditions de liquidation et de justification des subventions ;
- 5° un descriptif de la procédure de traitement des projets déposés.

Art. 3. La recevabilité des projets est examinée par le secrétariat. Les dossiers incomplets ou qui ne répondent pas aux conditions définies dans l'appel à projets, notamment aux conditions visées à l'article 2, § 2, 1°, 2° et 3°, sont déclarés irrecevables par le secrétariat.

Le secrétariat transmet à la Commission les dossiers recevables et fait rapport sur les demandes irrecevables.

Art. 4. § 1^{er}. Conformément à l'article 6.2.2-5, § 4, du décret, la Commission émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une subvention au projet et sur le montant de celle-ci.

§ 2. Le secrétariat rédige l'avis visé au § 1^{er} et le transmet, après approbation des membres de la Commission, au Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement désigne les projets à soutenir et fixe les montants attribués à chacun d'eux. Le secrétariat informe le demandeur de la décision du Gouvernement relative à son projet.

CHAPITRE II. — *Modalités de liquidation et de justification des subventions*

Art. 5. § 1^{er}. Les subventions aux projets d'œuvres de création radiophonique sont liquidées comme suit :

- 1° une première tranche représentant 85 % de la subvention est liquidée dans un délai de 4 semaines qui suit l'engagement comptable ;
- 2° le solde est liquidé sur présentation des pièces justifiant l'utilisation de la subvention.

§ 2. Les pièces justificatives doivent comprendre :

- 1° l'œuvre sur support informatique intégrant dans le générique, une référence au soutien de la Communauté française ;
- 2° une attestation d'au moins un service sonore privé linéaire mentionnant les dates et heures de diffusion de l'œuvre ou une déclaration d'au moins un service sonore privé non linéaire déclaré auprès du CSA attestant de la mise à disposition de l'œuvre sur son service ;

les comptes de production datés et signés accompagnés des justificatifs comptables présentant des dépenses pour un montant au moins équivalent au montant de la subvention. Les frais généraux tels que définis dans l'appel à projets visé à l'article 2, § 2, sont pris en considération sous une forme forfaitaire correspondant à maximum 10 % du montant de la subvention et ne nécessitent pas le dépôt de pièces justificatives. Les frais de transport, d'hébergement et de catering sont limités à 10% du montant de la subvention.

§ 3. Les dépenses suivantes sont inéligibles au titre de justification de la subvention :

- 1° les dépenses antérieures à la décision d'octroi de la subvention, sauf dérogation octroyée par le Gouvernement dans le cas où la prise de son a dû impérativement être réalisée avant la décision d'octroi de la subvention, notamment pour l'un des motifs suivants : l'œuvre est liée à un événement saisonnier, à l'actualité ou à un agenda particulier ;
- 2° les frais de personnel dans le cas d'un projet réalisé par un étudiant dans le cadre de son cursus.

Art. 6. Les pièces justificatives doivent être transmises au secrétariat dans les 21 mois de la notification de l'octroi de la subvention.

Sur demande du bénéficiaire, un délai complémentaire d'une durée maximale de 9 mois peut être octroyé par le secrétariat. Cette demande doit :

- 1° être dûment motivée ;
- 2° être accompagnée de l'accord de report de finalisation du projet donné par le ou les diffuseurs qui se sont engagés à diffuser l'œuvre ;
- 3° être introduite au plus tard un mois avant l'échéance du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. L'absence de justification de la subvention en vertu de l'article 5 ou le non-respect des délais visés à l'article 6, implique le remboursement par le bénéficiaire de la totalité des sommes perçues.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le bénéficiaire est uniquement en défaut de pouvoir présenter des dépenses pour un montant au moins équivalent à la subvention, il est tenu de rembourser les sommes perçues uniquement à hauteur du montant non justifié.

Conformément à l'article 6.2.2-6 du décret, le non-respect de cette obligation de remboursement par le bénéficiaire implique l'irrecevabilité de toute nouvelle demande de subvention pour un projet de création radiophonique.

CHAPITRE III. — *Modalités de fonctionnement de Commission*

Art. 8. § 1^{er}. Le président de la Commission est désigné par le Gouvernement, sur proposition des membres de la Commission.

Le président, en concertation avec le secrétariat, fixe les dates des réunions et établit l'ordre du jour. Il dirige les débats. En l'absence de celui-ci, les séances sont présidées par le membre présent de la Commission le plus âgé.

§ 2. Le secrétariat assure le fonctionnement administratif de la Commission, notamment en réceptionnant les dossiers de demande de subvention et en analysant leur recevabilité, en transmettant ceux-ci aux membres de la Commission, en convoquant les réunions et en rédigeant les comptes rendus.

Art. 9. § 1^{er}. La Commission se réunit au moins deux fois par an.

§ 2. Elle ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée par une procuration.

En l'absence du quorum requis, la Commission est tenue d'organiser une séance dans les 30 jours avec un ordre du jour identique. Au cours de cette nouvelle séance, elle délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 3. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de parité des voix, la voix du membre qui préside est prépondérante. L'abstention n'est pas admise.

Le cas échéant, si, en raison du plafond de dépense fixé à l'article 6.2.2-5, § 1^{er}, du décret, l'ensemble des projets d'œuvres de création radiophonique disposant d'une majorité de voix favorables ne peut être soutenu, il est établi un classement fondé sur le nombre de voix favorables obtenues et en cas d'égalité de voix favorables, sur une cotation de chaque projet par les membres présents ou représentés ayant voté favorablement.

Le cas échéant, en cas d'égalité de cotation visée à l'alinéa précédent et pour autant que les projets soient encore en ordre utile pour être subventionnés, une nouvelle réunion de la Commission est convoquée pour l'examen de ces dossiers. Lors de cette réunion, les membres présents, après examen et débats sur les dossiers établissent un classement comparatif des dossiers. En cas de désaccord, chaque membre établit sa propre liste en classant les projets du plus qualitatif au moins qualitatif. Le secrétariat attribue et additionne les points à chaque projet en fonction de sa position dans la liste. En cas d'égalité de points, les points résultant du classement du membre qui préside sont doublés.

Les membres impliqués dans un des projets examinés à l'occasion de cette réunion ne peuvent y participer.

§ 4. Les débats de chaque réunion sont consignés dans un compte rendu. Ce compte rendu est transmis en même temps que l'avis de la Commission. Cet avis est sans indication de l'avis individuel des membres.

Art. 10. En cas de possibilité de conflit d'intérêts entre un membre et l'objet soumis à la délibération de la Commission, le membre ne peut participer aux débats et à la délibération relatifs à l'objet avec lequel il est en conflit.

Le non-respect de cette mesure et des règles de déontologie visées au 3^o de l'article 11 peut entraîner la révocation du membre par le Gouvernement.

Art. 11. La Commission élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement. Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum :

1^o la méthodologie de travail de la Commission, notamment la procédure d'examen des projets, la procédure de délibération et de vote ;

2^o les règles prévues en matière de procuration à un autre membre de la Commission étant entendu que chaque membre ne peut être porteur de plus d'une procuration ;

3^o les règles de déontologie.

Art. 12. La Commission établit annuellement un rapport d'activités. Ce rapport est remis au Gouvernement.

Le secrétariat assure la publicité du rapport d'activités dans le respect des dispositions du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration.

CHAPITRE IV. — *Modalités de défraiement et de jetons de présence des membres de la Commission*

Art. 13. § 1^{er}. A l'exception des membres représentant le Ministre ou l'administration, les membres de la Commission reçoivent un jeton de présence pour chaque réunion d'une demi-journée.

Le montant du jeton est de 50 euros pour une demi-journée de travail. Ce montant est indexé tous les ans en fonction de l'évolution de l'indice santé, en prenant comme référence l'indice du 1^{er} janvier 2021.

§ 2. Les membres de la Commission bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion, pour les rencontres effectuées à l'occasion de l'établissement d'un rapport ou pour toute autre tâche prévue par la Commission consultative pour mener à bien sa mission. Cette indemnité est allouée conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002, tel que modifié, réglant l'intervention des Services du Gouvernement, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel.

§ 3. Lors de l'examen par les membres de la Commission des projets d'œuvres de création radiophonique, il est octroyé une indemnité de lecture par projet examiné à l'occasion de la participation à une réunion ou de l'envoi d'une procuration avec contribution écrite circonstanciée.

Le montant de l'indemnité de lecture est de 7 euros par analyse de dossier de projet d'œuvre de création radiophonique. Ce montant est indexé tous les ans en fonction de l'évolution de l'indice santé, en prenant comme référence l'indice du 1^{er} janvier 2021.

Le montant total de l'indemnité de lecture octroyé à un membre pour les dossiers examinés au cours d'une même réunion ne peut pas dépasser le double de la valeur du jeton de présence visé paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 fixant diverses modalités relatives au soutien aux projets d'œuvres de création radiophonique et au fonctionnement de la commission consultative de la création radiophonique est abrogé.

Art. 15. La Ministre des Médias est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mai 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/41587]

12 MEI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van diverse procedures met betrekking tot de ondersteuning van werkprojecten inzake creatie op radio en de werking van de Adviescommissie voor creatie op radio

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, de artikelen 6.2.2-3, 6.2.2-5, 6.2.2-6 en 6.2.2-15°;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 tot vaststelling van diverse procedures inzake steun aan projecten voor radiocreatie en de werking van de Adviescommissie voor radiocreatie;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor creatie op radio van 8 december 2020;

Gelet op de "gendertest" van 1 maart 2021 vastgesteld met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 10 maart 2021;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 18 maart 2021;

Gelet op het advies 69.070/4 van de Raad van State, uitgebracht op 20 april 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister voor de media;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Procedures voor de indiening en behandeling van aanvragen om subsidies voor projecten inzake creatie op radio*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° Commissie: de Adviescommissie voor creatie op radio;

2° decreet: het decreet van 3 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten;

3° secretariaat: de Algemene Audiovisuele en Mediadienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. Subsidieaanvragen voor radiocreatieprojecten worden ingediend naar aanleiding van een openbare oproep tot het indienen van projecten en moeten naar het secretariaat worden gezonden overeenkomstig de in de oproep tot het indienen van projecten vastgestelde procedures.

Per begrotingsjaar wordt ten minste één oproep tot het indienen van projecten bekendgemaakt.

§ 1. De oproep tot het indienen van projecten omvat ten minste:

1° de toelatingsvoorwaarden van radiocreatieprojecten bedoeld in de artikelen 1.3-1, 24°, 26°, 28°, 30° en 31°, en 6.2.2-5, § 2, van het decreet;

2° de procedures en de termijn voor het indienen van projecten

3° de voorwaarden waaronder een project dat reeds een negatief advies van de Commissie heeft ontvangen, opnieuw kan worden ingediend. Deze voorwaarden zijn de volgende: na een negatief advies van de Commissie kan een project voor een creatief radiowerk opnieuw door de Commissie worden onderzocht, op voorwaarde dat het project werd herwerkt rekening houdend met de opmerkingen van de Commissie. In dit verband mag een project slechts eenmaal opnieuw ingediend worden;

4° de voorwaarden voor de vereffening en de verantwoording van de subsidies;

5° een beschrijving van de procedure voor de behandeling van de ingediende projecten.

Art. 3. De ontvankelijkheid van projecten wordt onderzocht door het secretariaat. Dossiers die onvolledig zijn of die niet voldoen aan de in de oproep tot het indienen van projecten gestelde voorwaarden, inzonderheid de voorwaarden bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, 2° en 3°, worden door het secretariaat onontvankelijk verklaard.

Het secretariaat zendt de ontvankelijke aanvragen door aan de Commissie en brengt verslag uit over de niet-ontvankelijke aanvragen.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 6.2.2-5, lid 4, van het decreet brengt de Commissie een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit van de toekenning van een subsidie aan het project en over de hoogte van de subsidie.

§ 2. Het secretariaat stelt het in § 1 bedoelde advies op en zendt het, na goedkeuring door de leden van de Commissie, aan de Regering.

§ 3. De regering wijst de te steunen projecten aan en bepaalt de bedragen die aan elk van deze projecten worden toegekend. Het secretariaat brengt de aanvrager op de hoogte van de beslissing van de regering over zijn project.

HOOFDSTUK II. — *Procedures voor de vereffening en verantwoording van subsidies*

Art. 5. § 1. Subsidies voor radiocreatieprojecten worden als volgt betaald:

1° een eerste schijf van 85% van de subsidie wordt betaald binnen 4 weken na de boekhoudkundige vastlegging;

2° het saldo wordt betaald na voorlegging van de documenten die de aanwending van de subsidie rechtvaardigen.

§ 2. De bewijsstukken moeten bevatten:

1° het werk op een geïnformatiseerde drager die in de credits een verwijzing naar de steun van de Franse Gemeenschap integreert;

2° een verklaring van ten minste één particuliere lineaire geluidsdienst waarin de uitzenddata en -tijdstippen van het werk worden vermeld of een verklaring van ten minste één bij de CSA gedeclareerde particuliere niet-lineaire geluidsdienst waarin wordt bevestigd dat het werk op zijn dienst beschikbaar is;

3° de gedateerde en ondertekende productierekening, samen met de boekhoudkundige stukken waaruit blijkt dat uitgaven zijn gedaan voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan het bedrag van de subsidie. Algemene kosten zoals gedefinieerd in de oproep tot het indienen van projecten bedoeld in artikel 2, § 2, worden in aanmerking genomen in een forfaitaire vorm die overeenkomt met maximaal 10% van het subsidiebedrag en waarvoor geen bewijsstukken hoeven te worden overgelegd. De vervoers-, verblijfs- en cateringkosten zijn beperkt tot 10% van het bedrag van de subsidie.

§ 3. de volgende uitgaven komen niet in aanmerking als verantwoording van de subsidie:

1° de uitgaven die zijn gedaan vóór de beslissing tot toekenning van de subsidie, behalve in de gevallen waarin de geluidsopname moest worden uitgevoerd vóór de beslissing tot toekenning van de subsidie, inzonderheid om een van de volgende redenen: het werk houdt verband met een seizoengebeurtenis, een actualiteit of een bepaalde agenda;

2° personeelskosten in geval van een project dat door een student wordt uitgevoerd in het kader van zijn opleiding.

Art. 6. De bewijsstukken moeten binnen 21 maanden na de kennisgeving van de toekenning van de subsidie aan het secretariaat worden toegezonden.

Op verzoek van de begunstigde kan door het secretariaat een aanvullende periode van maximaal 9 maanden worden toegekend. Dit verzoek moet:

1° naar behoren met redenen worden omkleed;

2° samen gaan met het akkoord tot uitstel van de voltooiing van het project, gegeven door de omroeporganisatie(s) die zich ertoe verbonden hebben het werk uit te zenden;

3° worden ingediend uiterlijk één maand vóór het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn.

Art. 7. De niet-verantwoording van de subsidie overeenkomstig artikel 5 of niet-naleving van de termijnen van artikel 6 heeft de terugbetaling door de begunstigde van alle ontvangen bedragen tot gevolg.

In afwijking van het vorige lid is de begunstigde, indien hij niet in staat is uitgaven te doen voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan de subsidie, slechts gehouden de ontvangen bedragen terug te betalen tot het bedrag waarvoor geen verantwoording is afgelegd.

Overeenkomstig artikel 6.2.2-6 van het decreet heeft de niet-naleving van deze terugbetalingsverplichting door de begunstigde tot gevolg dat een nieuwe aanvraag voor een subsidie voor een project inzake radiocreatie niet ontvankelijk is.

Hoofdstuk III. — Nadere regels voor de werking van de Commissie

Art. 8. § 1. De voorzitter van de Commissie wordt benoemd door de regering, op de voordracht van de leden van de Commissie.

De voorzitter stelt, in overleg met het secretariaat, de datums van de vergaderingen vast en stelt de agenda op. Hij leidt de debatten. Bij afwezigheid van de voorzitter worden de vergaderingen voorgezeten door het oudste lid van de Commissie dat aanwezig is.

§ 2. Het secretariaat is belast met de administratieve werking van het Comité, inzonderheid met het in ontvangst nemen van de subsidieaanvragen en het onderzoeken van de ontvankelijkheid ervan, het doorsturen ervan naar de leden van het Comité, het bijeenroepen van de vergaderingen en het opstellen van de notulen.

Art. 9. § 1. De Commissie komt ten minste tweemaal per jaar bijeen.

§ 2. Zij kan slechts rechtsgeldig beraadslagen indien ten minste de helft van haar leden aanwezig of bij volmacht vertegenwoordigd is.

Indien het vereiste quorum niet aanwezig is, is de Commissie verplicht binnen 30 dagen een vergadering te houden met een identieke agenda. In deze nieuwe vergadering wordt geldig beraadslaagd, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 3. De beraadslagingen en beslissingen worden genomen bij de meerderheid van stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van het voorzittende lid doorslaggevend. Onthoudingen zijn niet toegestaan.

Indien, omwille van het in artikel 6.2.2-5, § 1 van het decreet bepaalde uitgavenplafond, niet alle creatieve radiowerkprojecten met een meerderheid van de positieve stemmen kunnen worden gesteund, wordt, in voorkomend geval, een rangschikking opgesteld op basis van het aantal behaalde positieve stemmen en, bij staking van stemmen, op basis van een beoordeling van elk project door de aanwezige of vertegenwoordigde leden die ervoor gunstig hebben gestemd.

In voorkomend geval, bij staking van stemmen als bedoeld in het vorige lid, en op voorwaarde dat de projecten nog in aanmerking komen voor subsidiëring, wordt een nieuwe vergadering van de Commissie bijeengeroepen om deze aanvragen te onderzoeken. Tijdens deze vergadering stellen de aanwezige leden, na bestudering en bespreking van de dossiers, een vergelijkende rangorde van de dossiers op. In geval van onenigheid stelt ieder lid zijn eigen lijst op door de projecten te rangschikken van meest naar minst kwalitatief. Het secretariaat kent de punten toe aan elk project naar gelang van de plaats op de lijst en telt ze bij elkaar op. Bij staking van stemmen worden de punten verdubbeld die voortvloeien uit de rangschikking van het voorzittende lid.

Leden die betrokken zijn bij een van de projecten die tijdens deze vergadering worden onderzocht, mogen niet deelnemen.

§ 4 De besprekingen van elke vergadering worden vastgelegd in een verslag. Deze notulen worden tegelijk met het advies van de Commissie toegezonden. Dit advies geeft niet de individuele mening van de leden weer.

Art. 10. In geval van een mogelijk belangenconflict tussen een lid en het onderwerp dat door de Commissie moet worden behandeld, mag het lid niet deelnemen aan de debatten en beraadslagingen over het onderwerp waarmee hij in conflict is.

Niet-naleving van deze maatregel en van de deontologische regels als bedoeld in artikel 11, lid 3, kan leiden tot ontslag van het lid door de regering.

Art. 11. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Dit huishoudelijk reglement omvat ten minste:

1° de werkmethode van de Commissie, met inbegrip van de procedure voor het onderzoek van de projecten, de beraadslagings- en stemmingsprocedure ;

2° de regels betreffende het verlenen van volmacht aan een ander lid van de Commissie, met dien verstande dat elk lid niet meer dan één volmacht mag hebben

3° de regels van de ethiek.

Art. 12. De Commissie stelt jaarlijks een verslag van haar werkzaamheden op. Dit verslag wordt aan de regering voorgelegd.

Het secretariaat zorgt voor de bekendmaking van het activiteitenverslag overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

HOOFDSTUK IV. — *Regeling voor de betaling van kosten en presentiegelden van de leden van de Commissie*

Art. 13. § 1. Met uitzondering van de leden die de minister of de administratie vertegenwoordigen, ontvangen de leden van de Commissie een presentiegeld voor elke vergadering van een halve dag.

Het presentiegeld bedraagt 50 euro voor een halve dag werk. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de ontwikkeling van de gezondheidsindex, waarbij het indexcijfer van 1 januari 2021 als referentie wordt genomen.

§ 2 De leden van de Commissie hebben recht op een vergoeding voor de reiskosten tussen hun woonplaats en de plaats van vergadering, voor vergaderingen in verband met de voorbereiding van een verslag of voor elke andere opdracht die de Adviescommissie voor de vervulling van haar opdracht nodig heeft. Deze vergoeding wordt toegekend overeenkomstig het decreet van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002, zoals gewijzigd, tot regeling van de tegemoetkoming van de Diensten van de Regering en van de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren in de vervoerkosten van de personeelsleden.

§ 3 Bij het onderzoek van creatieve radiowerkprojecten door de leden van de Commissie wordt voor elk onderzocht ontwerp een leesvergoeding toegekend wanneer de leden de vergadering bijwonen of wanneer zij een gevolmachtigde met een uitvoerige schriftelijke bijdrage toezenden.

De leesvergoeding bedraagt 7 euro per analyse van een projectdossier creatief radiowerk. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de ontwikkeling van de gezondheidsindex, waarbij de index van 1 januari 2021 als referentie wordt genomen.

Het totale bedrag van de aan een lid toegekende leesvergoeding voor de tijdens eenzelfde vergadering behandelde dossiers mag niet meer bedragen dan tweemaal de waarde van de in lid 1 bedoelde presentievergoeding.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 tot vaststelling van diverse procedures inzake steun aan projecten voor radiocreatie en de werking van de Adviescommissie voor radiocreatie wordt opgeheven.

Art. 15. De minister voor de Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 mei 2021.

Voor de regering:

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van kind, gezondheid, cultuur, media en vrouwenrechten,

B. LINARD

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2021/202303]

26. APRIL 2021 — **Krisendekret 2021**

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Erweiterung des Krisendekrets 2020 vom 6. April 2020*

Artikel 1 - Die Überschrift des Krisendekrets 2020 vom 6. April 2020 wird wie folgt ersetzt:

„Krisendekret 2020-2021“

Art. 2 - Artikel 5.7 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2020, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 werden die Wortfolgen „sowie die psychiatrischen Pflegewohnheime“, „bzw. in Abweichung von dem aufgrund von Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 10. Dezember 1990 zur Festlegung der Regeln für die Bestimmung der Aufnahmekosten für Personen, die in einem psychiatrischen Pflegeheim aufgenommen sind, abgeschlossenen Heimvertrags“ und „bzw. das psychiatrische Pflegewohnheim“ gestrichen.

2. Absatz 2 wird wie folgt ersetzt:

„Die Regierung gewährt den Wohn- und Pflegezentren für Senioren einen Zuschuss für die Bereitstellung der als Isolierstation dienenden Bewohnerzimmer.“

Art. 3 - Artikel 5.8 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2020, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird zwischen die Wortfolgen „Verbreitung des Coronavirus (COVID-19)“ und „erlittenen zusätzlichen Kosten“ die Wortfolge „im Kalenderjahr 2020“ eingefügt.